

## **Communication de Claire Bernot-Caboche à Lyon2 dans le cadre des Journées d'été de la formation tout au long de la vie en Rhône-Alpes organisées par Philippe Meirieu Vice-président de la Région : « Le projet »**

---

**La notion de projet est l'apanage des personnes déjà en mouvement**, avec une vision claire de l'avenir, celles qui sont inscrites dans un parcours de vie continu, sans rupture « sociale » entre l'école et l'emploi. Mais un projet ne se décrète pas, il se construit, et nous savons que l'absence de projet a des conséquences sur les jeunes : désarroi, inquiétude, insécurité... et particulièrement ceux en invisibilité ou en risque de l'être, de plus en plus nombreux, atteignant en 2012 les 3 millions. Quelles sont les conditions nécessaires à la construction du projet de ces jeunes ? Pour dépasser l'héritage des politiques élitistes, il est nécessaire de connaître la réalité du terrain et de calibrer l'offre d'accompagnement pour l'adapter à la mesure des problèmes. Il s'agira de penser une politique d'urgence inscrite dans une politique globale sur du temps long. Cet état des lieux doit nous y conduire.

---

### **Introduction**

**Pour construire un projet** il faut d'un côté une personne en demande et de l'autre un but à identifier et un environnement favorable. Mais cette injonction du projet peut être destructrice si nous ne pensons pas la temporalité pour sortir de l'urgence et si nous ne rattachons pas le projet professionnel au projet personnel pour penser un projet de vie cohérent et valorisant.

Je vais parler d'un **public très éloigné du projet**, que j'ai nommé **les jeunes « invisibles »**, en déserrance, mais une déserrance non bruyante, une déserrance désocialisante, induisant de l'effacement de la vie sociale, une déconnexion de l'offre sociétale, par définition intouchables parce qu'absents des statistiques et de l'offre de solutions – inadaptées aux non-volontaires, à ceux qui ont baissé les bras devant des difficultés qu'ils jugent insurmontables. Des questions se posent. Comment les amener à sortir de leur invisibilité ? Comment aller les chercher sur le territoire ? Comment les remobiliser alors qu'ils sont monopolisés par leur survie plutôt que par l'émergence d'un projet professionnel ? Comment les accompagner à envisager la construction de leur avenir ?

---

### **1. Un public : des jeunes en invisibilité ou en risque de le devenir**

**Nous pouvons définir les jeunes « invisibles » comme étant les jeunes âgés de 15 à 29 ans** ni en emploi, ni en éducation, ni en formation et ni en accompagnement – au-delà des NEET<sup>1</sup>.

**Pour caractériser ces jeunes invisibles, je propose un inventaire à la Prévert, donc ce sont :**

- Les jeunes en échec scolaire, pas ou peu qualifiés, inadaptés au marché du travail, et déscolarisés,
- Les jeunes multi-diplômés que les entreprises n'embauchent plus car trop onéreux,
- Les jeunes diplômés déqualifiés à l'embauche sur des emplois ne nécessitant pas de qualification et qui finissent par être découragés, ceux qui prennent la place des pas ou peu qualifiés sur le marché du travail,
- Les jeunes au chômage de longue durée, qui n'ont jamais eu de droits ouverts ou sont arrivés en fin de droits,

---

<sup>1</sup> NEET : ni en emploi, ni en éducation, ni en formation.

- Les jeunes en difficulté de logement, ayant du mal à dé-cohabiter, devenant SDF ou squatters,
- Les jeunes en difficulté de trouver un stage ou une place en alternance obligés d'abandonner leur formation, versus les jeunes diplômés qui restaient en stage indéfiniment en sortant de leurs études,
- Les jeunes en fin de service volontaire – utilisé aujourd'hui pour palier la rareté de l'emploi,
- Les jeunes qui ne connaissent pas le rôle de la mission locale ou qui la croient encore réservée au public des quartiers sensibles, il faut dire qu'elles y sont souvent localisées,
- Les jeunes déçus par une orientation subie et des réponses inadaptées à leurs envies ou à leurs besoins,
- Les jeunes désabusés par la morosité des messages diffusés par les médias,
- Les jeunes ne réclamant pas leurs droits à formation, à récurrence, à RSA, CAF..., ceux que l'on nomme les « non-recours »,
- Les jeunes en souffrance mentale et psychique, les jeunes porteurs de handicaps,
- Les femmes plus touchées que les hommes entre 25 et 29 ans : 15% H contre 24% F sont des NEET<sup>2</sup>,
- Et bien évidemment les jeunes cumulant les handicaps que l'on pourrait multiplier...

**Pour bien comprendre ce phénomène, je propose une typologie de la jeunesse en invisibilité ou en risque de l'être. Il existe deux catégories principales d'« invisibles » :**

La première catégorie concerne les **5% des jeunes français habitant en ZUS** et cumulant les handicaps. Ils ont un risque de 10,6% d'être en invisibilité totale. C'est la catégorie la plus ancienne issue des Zones prioritaires habituée à la relégation, le phénomène est concentré sur des quartiers bien identifiés. Cela se manifeste par des phénomènes de bande pour ne pas s'isoler ; par de l'économie parallèle car il faut bien survivre ; par des addictions pour moins souffrir, par des revendications non reprises par les politiques... ; mais également par une solidarité familiale organisée même si les moyens sont restreints – au niveau financier et du logement ; et nous pouvons retrouver aussi une forme de solidarité entre pairs.

La deuxième catégorie, moins connue, concerne les **95% des jeunes vivant sur le reste du territoire et issus des autres catégories socioculturelles**. Ils ont un risque de 4% d'être complètement invisibles et représentent, de fait, 87% des jeunes invisibles. C'est la catégorie la plus récente issue de la classe moyenne voire supérieure, pour qui c'est nouveau, d'où une incompréhension de la situation. Le statut social familial n'est plus une protection pour cette jeunesse, à part peut-être pour les quelques familles qui pourront compenser les difficultés par une réponse financière mais qui ne règlera pas tout. Le phénomène est diffus ce qui rend le traitement des problèmes rencontrés par les jeunes très complexe. Cela se manifeste par un isolement jusqu'à l'effacement de la vie sociale ; un sentiment de relégation, d'exclusion de la société ; une souffrance psychologique non prise en compte car incomprise des familles ou des acteurs, se traduisant par une dépression chronique, des suicides, des addictions aux jeux vidéo, aux drogues ou à l'alcool... ; de la résignation ; un repli sur soi – en mode « protection »... ; nous retrouvons une forme de solidarité familiale subie.

**On peut dire que les difficultés d'un jeune « invisible » sont de plusieurs ordres.** Celui d'être écouté par les professionnels, les acteurs de terrain, les élus, les psychologues et psychiatres – en nombre insuffisant... ; d'imposer leurs choix ; de trouver un emploi ; une place en entreprise pour de l'alternance ou un stage ; une place

---

<sup>2</sup> Sources DARES 2010.

en centre de formation professionnelle ; de trouver un logement ; un espace de débat ; une place dans la société, une dignité, du respect ; etc., pour enfin devenir autonome et être considéré comme un adulte à part entière.

---

## 2. La complexité du phénomène

**Elle réside principalement dans la confusion entre le flux et le stock qui sont bien deux catégories de situations distinctes.**

En effet, le « **flux** » concerne les **jeunes décrocheurs ou décrochés du système scolaire**. Ils nécessitent de travailler sur la protection du parcours scolaire initial, c'est le rôle de l'éducation nationale avec par exemple la réussite éducative et le rattachage pour stopper ce flux que l'on pourrait qualifier d'hémorragie.

Le « **stock** » concerne les **jeunes installés dans la précarité et au final dans l'invisibilité**. Ils nécessitent de travailler sur la transition entre l'éducation initiale et l'emploi, avec un service public pour toutes les voies de la réussite : la prévention que je requalifierais d'insertion spécialisée parce qu'il faut aller les chercher sur le territoire ; l'insertion par l'économique pour les confronter à l'emploi aidé ; l'accompagnement parce que seul – sans le soutien d'un adulte référent – c'est infaisable ; l'emploi parce que c'est le sésame de la prise d'autonomie ; la formation professionnelle parce que c'est la clé d'une insertion dans l'emploi durable et réussie.

**Au-delà de ces deux catégories, il m'a semblé utile de construire des degrés de risque d'invisibilité**, parce que les réponses doivent être adaptées à la problématique du jeune, et nous avons vu qu'elles sont multiples. Ainsi les 15-29 ans se décomposent en 5 catégories<sup>3</sup>. En France, nous avons les jeunes visibles en éducation initiale, en formation ou en emploi durable, soit 8,2 millions, représentant 72,5% des 15-29 ans ; les jeunes en risque d'invisibilité de degré 1 en emploi précaire, soit 1,2 millions, représentant 11% des 15-29 ans ; les jeunes en risque d'invisibilité de degré 2 en suivi long, soit 1,3 millions, représentant 12% des 15-29 ans ; les jeunes en risque d'invisibilité de degré 3 en suivi court, pour lesquels je ne dispose pas des éléments nécessaires à la construction de ce degré qu'il ne faut pas pour autant négliger<sup>4</sup> ; Et enfin les jeunes invisibles ni en éducation, ni en formation, ni en emploi, ni en accompagnement, soit 500 000, représentant 4,5% des 15-29 ans.

**Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes**, parce que si mes travaux de recherche m'ont permis de dénombrer les jeunes invisibles, il est important de les situer sur l'échelle des NEET connue des acteurs. Nous avons 3 millions de jeunes en invisibilité ou en risque d'invisibilité ; 1,9 millions jeunes NEET<sup>5</sup> ; 900 000 jeunes NEET qui ne chercheraient même plus de solution<sup>6</sup> ; 500 000 jeunes « invisibles »<sup>7</sup>.

**L'illisibilité de l'offre sur le territoire rajoute de la confusion pour les jeunes et leurs familles**. Pour le montrer, j'ai réalisé un inventaire des structures travaillant avec la jeunesse sur le territoire d'une agglomération de la région parisienne. Elle compte 150 000 habitants, 7 communes hétérogènes quant à leurs populations et leurs territoires, et qui peut présenter un bilan de 10 années de politique de la ville. Les résultats ont été passés au crible

---

<sup>3</sup> Les chiffres sont arrondis et issus d'un travail de compilation des statistiques existantes – INSEE, DARES, DGESCO, DEEP, MGI/MLDS, PMJS, DREES, Missions locales... pour créer de nouvelles statistiques. Ils seront finalisés et publiés pour la soutenance de thèse fin 2014.

<sup>4</sup> Même si nous y retrouverons beaucoup de doublons, les jeunes sont dans un mode « zapping ».

<sup>5</sup> Sources de la DARES, cette différence s'explique notamment par la non-prise en compte des emplois précaires dans le calcul des NEET.

<sup>6</sup> Chiffres proposés par les médias : Pascale Krémer, Le Monde du 1<sup>er</sup> juillet 2013, *Ces 900 000 jeunes inactifs découragés de tout*.

<sup>7</sup> Chiffres construits pour ma thèse, susceptible d'augmenter en résolvant le problème des doublons.

d'un « Agenda social de la jeunesse » élaboré pour ma recherche<sup>8</sup>, les résultats sont frappants. Nous comptons 673 structures publiques, parapubliques ou privées<sup>9</sup> travaillant avec les jeunes habitants l'agglomération. Seulement 22% sont consacrées à l'emploi, la prévention, l'insertion, l'information, l'orientation et la formation – 32% si nous supprimons le sport, la culture et les activités. Les missions locales sont sous-dimensionnées en regard du nombre des jeunes concernés, à l'image de l'offre de formation professionnelle – seulement 15% des demandes sont satisfaites quand 50% l'étaient il y a 10 ans, et c'était déjà insuffisant. Comment s'y retrouver pour les usagers, pour les acteurs, pour les élus ? Quelle efficacité, quelle cohérence et quelle image de l'offre ?

---

### 3. Des perspectives

**Plusieurs issues sont possibles, en voici trois parmi d'autres :** **1) la révolte** comme le montre l'« enquête Génération quoi ? » réalisée auprès des jeunes par France Télévision à grande échelle ; **2) la création d'un parti politique pour une société parallèle** comme l'ont fait les presque deux millions de NEET japonais qui se sont recréés une identité, où le troc est la règle ; **3) nous pouvons cependant espérer une issue favorable où la prise en compte de la réalité ferait émerger une réponse politique globale.** Cela nécessite :

**1) de remettre le jeune au cœur de son projet**, donc de l'écouter ; de réinstaurer de la confiance mutuelle ; de sortir de la posture de sachant pour le jeune, pour entrer dans la posture d'adulte référent pour un accompagnement réussi (on ne peut se projeter en avant et prendre le risque d'avancer si l'on ne possède pas un repère stable, pilier ou fil rouge du parcours en construction) ; avec pour objectif d'accompagner le jeune à formuler ses envies, à les traduire en besoins et à construire un parcours de réussite vers l'emploi.

**2) de penser véritablement la temporalité.** Il manque un sas d'une durée variable entre l'éducation initiale et la construction d'un projet, espace qui est nécessaire pour installer un accompagnement stable et efficace ; pour redonner au jeune de la confiance en soi et surtout dans l'institution et parfois tout simplement le goût de vivre. Un temps de respiration où l'on prend le temps nécessaire pour se remettre dans une dynamique constructive, pour imaginer un projet de vie, et au-delà un avenir possible. Le service civique pourrait y contribuer et devenir un véritable projet de société s'il était obligatoire et pourquoi pas, à durée variable – 2 à 18 mois par exemple.

**3) de concevoir une offre en regard du problème.** On ne peut plus se contenter de constater le manque de place en formation professionnelle et/ou en emploi – aidé ou non, ni en mission locale ; il faut notamment élargir l'offre de formation et d'emplois aidés, renforcer les missions locales en continuant à les professionnaliser, restructurer les systèmes de formation et de certification professionnelle, inadaptés aux besoins, gaspilleurs de moyens humains et financiers. On ne peut plus se contenter de l'orientation subie ; il faut éduquer très jeune au choix, progressivement, dans la durée, pour éviter le stress de la 3<sup>e</sup> du collège et l'orientation par l'échec en formation professionnelle, car nous avons besoin de jeunes formés dans les métiers dits « manuels ». On ne peut plus se cacher derrière le manque de volontarisme des jeunes ; il faut aller tous les chercher sur le territoire. On ne peut plus se contenter du manque de logements ; il faut les construire pour les 700 000 25-29 ans vivant encore chez leurs parents, partout où il y a des besoins, ce qui est le cas dans pratiquement toutes les villes de France.

---

<sup>8</sup> Voir en fin de document et sur le site <http://www.defi-metiers.fr/publications/franciliens-ndeg10> page 4.

<sup>9</sup> 788 en ajoutant les communes limitrophes recevant des jeunes de l'agglomération dans leurs structures.

**4) de remettre de la lisibilité dans l'offre.** Ce qui nécessite un partenariat exemplaire, à l'image de la réussite éducative, répondant précisément au qui fait quoi, avec qui et pour qui ? Nous avons besoin de tous les acteurs pour créer une dynamique de réussite. L'offre locale doit être accessible à 100% des jeunes en besoin d'aide. Les acteurs de terrain doivent travailler ensemble pour rétablir des liens directs afin que les projets de chaque jeune puissent naître. D'où l'importance que les projets individuels s'inscrivent dans un projet de territoire et au-delà dans un projet de société. C'est l'avenir de la démocratie qui est en jeu si nous voulons que le futur soit humain.

---

## Conclusion

Nous avons l'obligation de construire une politique jeunesse globale. Je propose un « **Agenda social de la jeunesse** », outil de diagnostic pour mesurer l'offre territoriale et les résultats des politiques. Il met en cohérence les intérêts des jeunes en Education-Formation, Information-Orientation, Prévention-Insertion, Emploi et Vie quotidienne. Le coût social des NEET réside notamment dans « la désaffection à l'égard de l'emploi, la relégation future dans des emplois précaires et mal rémunérés, la délinquance juvénile ou encore les troubles physiques ou mentaux... ». Son coût économique serait de 1,2% du PIB (INJEP juin 2013) soit 24,39 milliards d'€ (INSEE 2012) contribuant à l'exclusion d'un jeune sur quatre de la société. Mobilisons cette énorme masse monétaire à la reconstruction d'une véritable politique jeunesse pour redonner un souffle à la France. Cette vision doit constituer dans les mois à venir, un objectif politique stratégique et doit permettre à 100% des jeunes de rentrer dans leur vie d'adulte, pour que les valeurs de la République reprennent vie, pour que les jeunes reprennent le goût de vivre.

**Nous avons dépassé le seuil de tolérance, il est nécessaire de re-politiser le discours sur la jeunesse.** L'intégration sociétale des jeunes est le baromètre d'une société. Les parents sont prêts à se sacrifier pour investir dans leurs enfants en acceptant des efforts considérables pour qu'ils réussissent leur vie. Un enfant « fracassé » l'est pour la vie et peut détruire une famille. Aujourd'hui on ne peut pas dire que l'ascenseur social est en panne, le champ des « élus » s'est réduit mais il y a encore des jeunes de condition modeste qui réussissent mieux que leurs parents, effet de la démocratisation de l'enseignement. Le problème est autre part, le descendeur social s'est élargi progressivement depuis des dizaines d'années et s'est emballé entre 2002 et 2012. Ce n'est plus le titre ou le statut familial qui protège, c'est l'argent que l'on possède, or la paupérisation gagne les couches modestes de la société après avoir entraîné plus de 8 millions de personnes dans la précarité et la pauvreté en France.

**La France peut être comparée aux autres pays d'Europe** mais, pour sortir du constat brutal de prime abord, il est impératif d'intégrer la donnée fondamentale concernant sa politique de natalité qui a produit et continuera à produire des effets sur l'augmentation mécanique du nombre de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail. Il nous faut résorber le chômage récurrent comme les autres pays, et en plus absorber tous les 4 ans plus d'1 million de jeunes. En effet, la France compte les 2/3 de l'accroissement naturel de la population européenne à 28. Quand la population de l'Allemagne baisse, la notre augmente d'autant. Ces chiffres sont issus d'une étude comparative sur 5 pays d'Europe au prisme de l'« Agenda social de la jeunesse ». Ils doivent être connus de la population à qui on demande des efforts considérables. Aujourd'hui c'est un problème pour nous, car les politiques de développement de l'emploi n'ont pas été suffisamment anticipées. Dans 20 ans ce sera un avantage, lorsqu'il faudra payer les retraites. Mais pour en voir les bénéfices demain, il faut investir dans la jeunesse maintenant.